

désormais, et sans plus tarder, porter sur la négociation d'une série de mesures couvrant l'utilisation de forces terrestres et combinées qui - nul ne peut sérieusement en douter - posent le plus grave risque de conflit en Europe.

Pleinement conscient que l'alternance de victoires et de défaites survenues sur ce continent a forgé le destin de ses nations et continuera très probablement à déterminer leur avenir, le Canada attache une importance capitale au succès de cette conférence dans le cadre de la CSCE. Comme l'a souligné le ministre canadien des Affaires extérieures lors de la récente réunion du Conseil de l'Atlantique Nord tenue à Halifax, les Canadiens considèrent depuis longtemps déjà que leur appartenance à une même civilisation rend indissociable la sécurité de l'Europe de celle de l'Amérique du Nord.

Au fil des ans, le Canada s'est efforcé d'assurer cette sécurité en s'engageant fermement à participer à la défense collective et en se montrant déterminé à réduire les tensions et à éviter la confrontation. L'un de nos objectifs prioritaires dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement est d'établir un climat de confiance susceptible de faciliter la réduction des forces militaires en Europe et partout dans le monde.

Cette entreprise de rétablissement de la confiance dans laquelle nous sommes engagés prend la forme d'une négociation exceptionnelle. Il s'agit également d'un défi multiforme. Il revêt une dimension politique et militaire, mais également une dimension humaine. Si cette conférence est un succès, elle pourrait véritablement accroître la sécurité et la coopération que nous cherchons à établir au sein de la CSCE. Si elle échoue, elle pourrait compromettre la réalisation de cet objectif. Nous devons faire en sorte que la réunion qui se tiendra ultérieurement à Vienne dans un contexte plus vaste soit à même de se prononcer sur une série de mesures qui constitueront une étape décisive pour ce qui est d'établir la confiance et d'assurer une plus grande sécurité, ainsi que de déterminer quels autres efforts seront nécessaires pour poursuivre cette tâche.

Dès la première semaine de la conférence de Stockholm, les pays de l'Alliance de l'Atlantique Nord ont préconisé des mesures concrètes susceptibles de clarifier les intentions pacifiques des États participants. Les pays occidentaux qui ont signé le traité établissant l'Alliance se sont engagés à ne pas utiliser la force, sauf pour se défendre, engagement que nous avons réaffirmé à de nombreuses reprises.